



DECISION Nº 2025-CF-22

Prise en application de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales

<u>Objet</u>: Renouvellement de concession dans le cimetière communal – Concession B 100

Le Maire de St Jean de Bournay,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2122-22 et L. 2122-23,
- Vu la délibération du conseil municipal 2020-52 en date du 16 juillet 2020 autorisant le maire à prendre toute décision, concernant la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,
- Vu la délibération 2023/86 du 21 décembre 2023 fixant les tarifs des concessions funéraires, applicable au 1^{er} janvier 2024,
- Vu le règlement du cimetière communal de Saint-Jean-de-Bournay,
- Considérant la demande de Monsieur Jean-Marie RUBIRA, domicilié à Saint-Jean-de-Bournay (Isère), 12 avenue de la Libération, de procéder au renouvellement d'une concession dans le cimetière communal de Saint-Jean-de-Bournay afin d'y fonder la sépulture de la famille RUBIRA.

DÉCIDE

<u>ARTICLE 1</u>: Il est accordé à Monsieur Jean-Marie RUBIRA une concession familiale de 5 m² située sur l'emplacement B 100 pour une durée de 30 ans à compter du 1^{er} mars 2024 et expirant le 1^{er} mars 2054.

ARTICLE 2 : Cette concession est accordée à titre de renouvellement.

<u>ARTICLE 3</u>: La concession est accordée moyennant le versement de la somme totale de 1050 € (mille cinquante euros) qui a été versée dans la caisse du Comptable Public.

<u>ARTICLE 4</u> : Madame la directrice générale des services de la mairie est chargée de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera transmise à :

Monsieur le Préfet de l'Isère ;

<u>ARTICLE 5</u> : Conformément aux dispositions de l'article L. 2122-23 du CGCT, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal et figurera au registre des délibérations.

Fait à Saint-Jean-de-Bournay, le 3 novembre 2025

Le Maire,

Franck POURRAT.

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours pour ect de provoir devant le tribunal administratif de Grenoble, 2 place de Verdun, 38000 GRENOBLE — Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr Elle peur egolement faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

Envoyé en préfecture le 13/11/2025 Reçu en préfecture le 13/11/2025

Publié le 13/11/2025



ID: 038-213803992-20251103-2025_CF_22-AI